

Avis de convocation / avis de réunion

CONVOCATION

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

METALLIANCE

Par sigle H.C.M.

Société Anonyme au capital de 3.565.000 euros

Siège social : Zone Industrielle de la Saule 71230 Saint Vallier

727 020 109 R.C.S Chalon sur Saône

AVIS DE REUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société METALLIANCE, société anonyme au capital de 3.565.000 €, immatriculée 727 020 109 RCS CHALON SUR SAONE, sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle au siège social sis Zone Industrielle de la Saule – 71230 SAINT VALLIER, le 28 juin 2018 à 14 heures 30, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions suivants :

Ordre du jour :

- Rapports du Conseil d'Administration (rapport de gestion et rapport sur le gouvernement d'entreprise) et rapport du Commissaire aux comptes, sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2017,
- Approbation des comptes et opérations dudit exercice - quitus au Conseil d'Administration,
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de Commerce - Approbation desdites conventions,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Renouvellement de mandats d'administrateurs,
- Renouvellement des mandats des Commissaires aux comptes titulaire et suppléant.

TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS AGRÉÉES ET PRÉSENTÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration (rapport de gestion et rapport sur le gouvernement d'entreprise) et du rapport du Commissaire aux comptes, sur l'exercice clos le 31 décembre 2017, approuve tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice se soldant par un bénéfice net comptable de 750 487,85 €.

Elle approuve toutes les mesures et opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle donne en conséquence quitus au Conseil d'Administration, pour sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées par l'article L 225-38 du Code de Commerce, approuve successivement dans les conditions de l'article L 225-40 dudit Code, chacune des conventions préalablement autorisées mentionnées audit rapport.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2017, à savoir 750 487,85 €, ainsi qu'il suit :

Bénéfice	750 487,85 €
- à la réserve légale	37 525,00 €
- au compte « autres réserves », le solde	712 962,85 €

Puis, l'assemblée générale reconnaît qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale constate que les mandats d'administrateur de Messieurs Jean-Claude COTHENET, Jean-Paul MEUNIER, Jean BLETTON et de la SAS BURACCO arrivent à expiration ce jour.

Puis, l'assemblée générale renouvelle les mandats d'administrateur de Messieurs Jean-Claude COTHENET, Jean-Paul MEUNIER, Jean BLETTON et de la SAS BURACCO pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2023.

Messieurs Jean-Claude COTHENET, Jean-Paul MEUNIER, Jean BLETTON et la SAS BURACCO ont fait savoir par avance qu'ils accepteraient le renouvellement de leur mandat d'administrateur et qu'ils n'exerçaient, ainsi que le représentant permanent de la SAS BURACCO, toujours aucune fonction et n'étaient frappés d'aucune mesure susceptible de leur interdire l'exercice de leur mandat respectif.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale constate que les mandats de la SAS KPMG AUDIT RHONE ALPES AUVERGNE, Commissaire aux comptes titulaire et de la SAS SOCIETE D'AUDIT EXPERTISE COMPTABLE CONSEIL, Commissaire aux comptes suppléant, arrivent à expiration ce jour.

Puis l'assemblée générale :

- décide de nommer la société KPMG SA ayant siège 2, Avenue Gambetta – Tour Eqho à 92066 PARIS LA DEFENSE, en qualité de nouveau Commissaire aux Comptes titulaire, pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2023 ;

- et de ne plus nommer de Commissaire aux comptes suppléant, et ce, en application de l'article L 823-1 du Code de Commerce.

La société KPMG SA a fait savoir par avance à la société, qu'elle accepterait le mandat de Commissaire aux comptes titulaire.

Le présent avis de réunion vaut avis de convocation pour l'assemblée générale, sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour à la suite de demandes d'inscription de points ou de projets de résolution présentés par des actionnaires.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions. Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité (article L 225-106 du Code de commerce).

Conformément au I de l'article R 225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L228-1 du Code de commerce), au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société (ou de son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité. Seuls les actionnaires remplissant à cette date ces conditions pourront participer à l'assemblée.

Conformément au II de l'article R 225-85 du Code de commerce, l'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers est constaté par une attestation de participation délivrée par ces

derniers, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R 225-61 du Code de commerce, en annexe, selon le cas, du formulaire de vote à distance, de la procuration de vote ou de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, avant l'assemblée.

Tout actionnaire peut solliciter de son intermédiaire le document unique regroupant les formulaires lui permettant de voter par correspondance ou de se faire représenter à l'assemblée.

L'attestation ainsi que le formulaire devront être adressés par les intermédiaires financiers à la banque SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, 32 Rue du champ de tir, BP 81236, 44312 NANTES Cedex 3.

Conformément à l'article R 225-77, les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis et parvenus à la Société ou à son mandataire susvisé, le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, avant l'assemblée générale.

Pour cette assemblée, il n'est pas prévu de voter par des moyens électroniques de télécommunication et de ce fait, aucun site visé à l'article R 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

A compter de la communication prévue au premier alinéa de l'article L 225-108 du Code de commerce, tout actionnaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le conseil d'administration est tenu de répondre au cours de l'assemblée. Une réponse commune peut être apportée à ces questions dès lors qu'elles présentent le même contenu. La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site internet de la société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses.

Les questions posées par écrit par les actionnaires au conseil d'administration ne seront prises en compte que pour les demandes parvenues à la Société, au siège social à l'attention de M. Jean-Claude COTHENET, Président Directeur Général, le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, avant l'assemblée générale et accompagnées du justificatif de l'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers en la forme d'une attestation de participation délivrée par ces derniers.

La demande d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour de l'assemblée, devront s'effectuer conformément aux dispositions de l'article R 225-71 du Code de commerce.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour émanant des actionnaires doivent parvenir à la société au plus tard le vingt-cinquième jour qui précède la date de l'assemblée, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis. Ces projets de résolution et/ou ces points, le cas échéant, seront mis à la disposition des actionnaires au siège social à compter du jour de la convocation de l'assemblée.

Le texte intégral du projet de résolutions ci-dessus ainsi que les documents destinés à être présentés à l'assemblée visés aux articles L 225-115 et L 225-83 du Code de commerce seront mis à la disposition des actionnaires au siège social à compter du jour de la convocation de l'assemblée.

Le conseil d'administration